



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale
de la région Nouvelle-Aquitaine
sur le projet d'extension d'un élevage avicole
sur la commune de Bressuire (Deux-Sèvres)**

n°MRAe 2018APNA156

dossier P-2018-6784

Localisation du projet :	Bressuire (Deux-Sèvres)
Maître(s) d'ouvrage(s) :	GAEC Chabauty
Avis émis à la demande de l'Autorité décisionnaire :	Préfet des Deux-Sèvres
En date du :	22 juin 2018
Dans le cadre de la procédure d'autorisation :	autorisation environnementale (ICPE)

Préambule.

L'avis de l'Autorité environnementale est un avis simple qui porte sur la qualité de l'étude d'impact produite et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet. Porté à la connaissance du public, il ne constitue pas une approbation du projet au sens des procédures d'autorisations préalables à la réalisation.

Par suite de la décision du Conseil d'État n°400559 du 6 décembre 2017, venue annuler les dispositions du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 en tant qu'elles maintenaient le Préfet de région comme autorité environnementale, le dossier a été transmis à la MRAe.

En application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, l'avis de l'Autorité environnementale doit faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage, réponse qui doit être rendue publique par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L. 123-2 ou de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19.

En application du même article, la décision de l'autorité compétente précise les prescriptions que devra respecter le maître d'ouvrage ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter les incidences négatives notables, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Elle précise également les modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine. En application du R. 122-13, le bilan du suivi de la réalisation des prescriptions, mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter, réduire et compenser ces incidences devront être transmis pour information à l'Autorité environnementale.

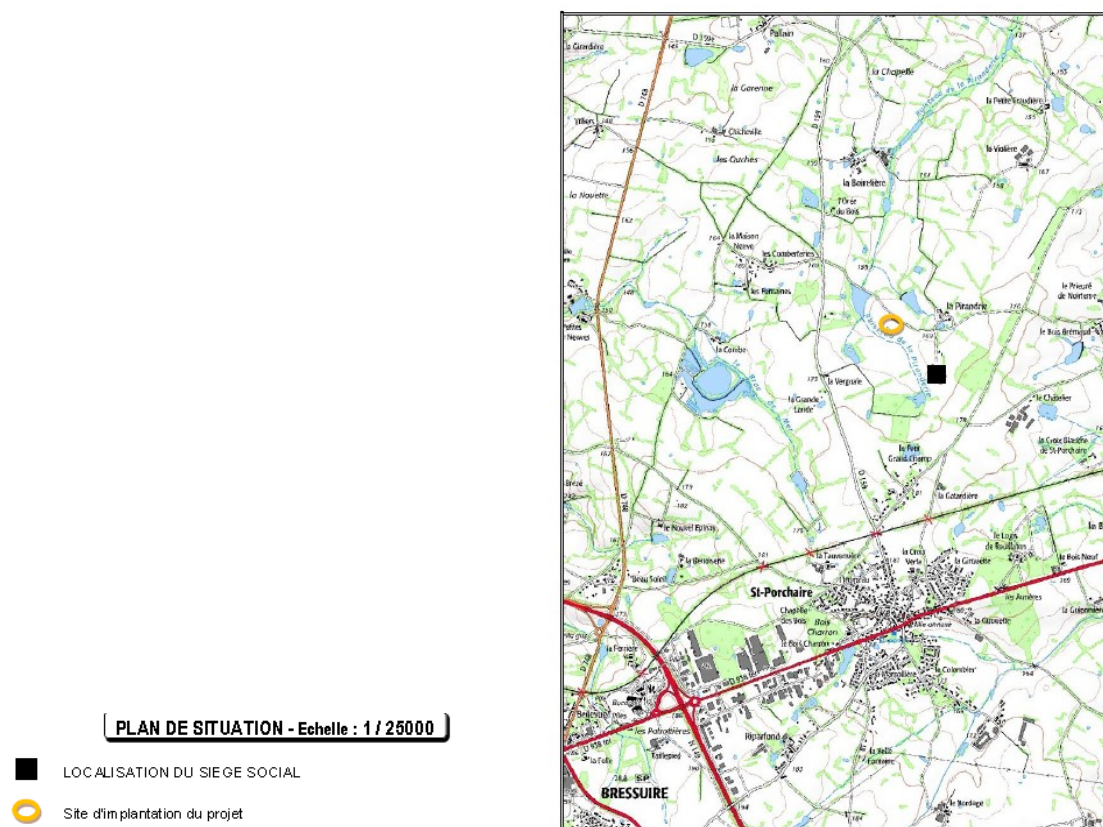
Le présent avis vaudra pour toutes les procédures d'autorisation conduites sur ce même projet sous réserve d'absence de modification de l'étude d'impact (article L. 122.1-1 III du code de l'environnement).

Cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 13 août 2018 par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Frédéric DUPIN.

Le délégataire cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

I. Le projet et son contexte

Le projet concerne l'extension de l'élevage avicole du GAEC Chabauty sur le site « La Piranderie » sur la commune de Bressuire (79).



Localisation du projet (source : dossier de demande d'autorisation) :

Situation actuelle du GAEC Chabauty :

Le GAEC Chabauty conduit un troupeau bovin composé de 105 vaches allaitantes, des génisses de renouvellement et de bovins mâles engraisés et vendus en taurillons. En parallèle le GAEC Chabauty conduit un élevage avicole dans deux bâtiments de 400 et 1 000 m². Ces bâtiments peuvent accueillir 20 500 équivalents volailles au plus. Le bâtiment de 400 m² est en général utilisé pour l'élevage de poulets (8 000 poulets au plus) et éventuellement de pintades (7 000 pintades au plus) sur copeaux. Le bâtiment de 1 000 m² est en général utilisé pour l'élevage de cailles (100 000 cailles au plus) sur copeaux.

L'alimentation en eau des bâtiments d'élevage est faite au moyen d'un forage. Les exploitants ont recours à une ventilation dynamique des bâtiments d'élevage avicole et les bâtiments disposent d'un système de brumisation. L'exploitation est localisée à « La Piranderie » à Bressuire sur deux sites : un site regroupant le siège de l'exploitation, l'atelier bovin et le bâtiment avicole de 400 m², et un site avec le bâtiment avicole de 1 000 m². L'exploitation dispose également de 130 ha de terres agricoles. L'ensemble des déjections animales, bovines et avicoles, sont valorisées par épandage sur les parcelles du GAEC Chabauty.

Le GAEC Chabauty a réalisé une déclaration ICPE ayant fait l'objet d'un récépissé en date du 12 mars 2009 pour la présence de 60 bovins à l'engraissement, 105 vaches allaitantes et 18 500 animaux équivalents volailles. Au-delà de la demande d'extension de l'élevage avicole, le dossier concerne aussi une régularisation de la situation actuelle de l'élevage avicole.

Extension projetée :

Les membres du GAEC Chabauty souhaitent développer leur activité avicole par la construction d'un bâtiment d'élevage de 1 200 m² pour l'élevage de cailles et éventuellement de poulets sur copeaux. En parallèle, le GAEC souhaite réduire le troupeau bovin à 85 vaches allaitantes et la suite (génisses de renouvellement et engraisement de 60 bovins mâles). Le GAEC souhaite également adapter son plan d'épandage dans le cadre du projet. Les effluents bovins seront valorisés sur les terres agricoles du GAEC alors que les effluents avicoles seront exportés vers le composteur de la SCEA Les Pagannes (contrat de reprise du fumier de volailles signé avec la SCEA Les Pagannes annexé au dossier).

Le nouveau bâtiment d'élevage sera implanté à proximité et en parallèle du bâtiment existant de 1 000 m² déjà utilisé pour l'élevage de cailles et sur une parcelle dont un des membres du GAEC est propriétaire. Le bâtiment, basse consommation - basse énergie (isolation renforcée), pourra accueillir 120 000 cailles (ou 28 000 poulets), sur un sol en terre battue, pour un élevage des volailles sur copeaux. L'exploitation pourra ainsi disposer de 260 000 emplacements pour les cailles au lieu de 140 000. Le nouveau bâtiment sera relié au réseau public pour l'alimentation en eau, les autres bâtiments resteront alimentés par le forage existant. Comme les bâtiments existants, le nouveau bâtiment sera ventilé dynamiquement et équipé d'un système de brumisation. Un nouveau bâtiment de 100 m² sera également construit à proximité du nouveau bâtiment avicole pour stocker les copeaux (400 m³ au plus).

Procédures relatives au projet

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a été sollicité dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 22 janvier 2018 et complété le 9 février 2018 puis le 15 juin 2018.

Dans ce cadre, le projet relève d'une autorisation d'exploiter au titre des rubriques 2111-1 et 3660 a) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : volailles, gibier à plumes (activité d'élevage, vente, etc. de), à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques, et élevage intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements. Le site est concerné par la directive dite « IED » (Industrial Emissions Directive) et l'étude d'impact comprend ainsi un chapitre dédié à la justification de l'utilisation des meilleures techniques disponibles. Une étude de dangers est requise et jointe au dossier.

Le projet est soumis à étude d'impact systématique, conformément à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, au titre de la rubrique 1 a) du tableau annexé à cet article : installations classées pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement, c'est-à-dire concernées par la directive « IED ». Il fera l'objet d'une enquête publique.

Le permis de construire concernant la construction du nouveau bâtiment d'élevage a été approuvé le 7 juillet 2017.

Principaux enjeux environnementaux relevés par la MRAe

Le présent avis porte sur les principaux enjeux environnementaux de ce projet relevés par la MRAe :

- la protection des eaux et de la biodiversité en lien avec la gestion des déjections animales compte-tenu en particulier de la nature du projet et des volumes de fumier produits ;
- l'impact du projet sur les populations riveraines pour ce qui concerne le bruit, les odeurs et les poussières et sur le paysage, compte-tenu de la nature du projet et de la proximité des habitations.

II. Analyse de la qualité de l'étude d'impact

II.1. Gestion des déjections animales et milieux aquatiques

II.1.1 Enjeux du site du projet concernant les milieux aquatiques

Le projet est concerné par le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Loire Bretagne et par le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin versant du Thouet. Ce dernier mentionne une qualité moyenne à médiocre des eaux du bassin versant concernant les nitrates. Le site d'exploitation et le parcellaire d'épandage sont situés en zone vulnérable concernant les nitrates.

La ville de Bressuire comporte un réseau hydrographique dense. Le cours d'eau le plus proche est le ruisseau de la Piranderie à une centaine de mètres au sud (95 m).

Les installations et les parcelles du plan d'épandage sont situées en dehors de tout périmètre de protection de captage de l'eau potable.

II.1.2 Enjeux du projet concernant les déjections animales

Les apports maximaux d'effluents de volailles sont évalués dans le dossier (cas de l'élevage de cailles uniquement) : 14 560 kg d'azote, 10 290 kg de phosphore et 12 740 kg de potasse.

De même pour les apports maximaux d'effluents de bovins après projet (réduction du troupeau) : 11 338 kg d'azote, 5 840 kg de phosphore et 17 560 kg de potasse dont 4 724 kg d'azote et 2 433 kg de phosphore maîtrisables (correspondant aux 5 mois passés en bâtiment par les animaux en moyenne).

En considérant les surfaces agricoles (130 ha) et épandables (99 ha environ) de l'exploitation et les exportations des éléments par les cultures, le bilan est excédentaire, c'est-à-dire que les apports des effluents d'élevage sont supérieurs aux exportations des cultures. En considérant l'épandage des seuls apports bovins, le bilan est déficitaire en azote et potasse et équilibré en phosphore.

Les terres du GAEC ont majoritairement une aptitude moyenne à l'épandage.

II.I.3 Mesures permettant la maîtrise des effluents d'élevage et de nature à prévenir les pollutions des milieux aquatiques dans le cadre du projet

- Déjections animales :

- conduite de l'élevage avicole sur copeaux, produisant un fumier sec, non susceptible d'écoulement (65 % de matière sèche), entièrement exporté vers un composteur aussitôt après curage (eaux de lavage absorbées par la litière, pas de stockage du fumier sur site) ;
- conduite de l'élevage bovin sur litière accumulée curée tous les deux mois, produisant également un fumier compact non susceptible d'écoulement (65 % de matière sèche), stocké au champ sur parcelle épandable éloignée du réseau hydrographique (pas de stockage du fumier sur site) ;
- épandage des seuls effluents bovins, dans un objectif de réduire la pression azotée sur les terres du GAEC et éviter la surfertilisation ;
- parcelles d'épandage situées à moins de 2 km des installations d'élevage ;
- épandage avec épandeur avec hérissons verticaux, dans le respect de la réglementation « nitrates » ;
- apports organiques épandus (effluents bovins) enfouis dans les 12 h après épandage.

- Eaux souillées des sas et des lavabos des bâtiments d'élevage :

Ces eaux sont envoyées vers des citernes de 3 m³ (une par bâtiment), puis valorisées par épandage selon les mêmes principes que les effluents bovins.

- Eaux pluviales :

Les eaux pluviales sont collectées au niveau de fossés drainants en bordure des bâtiments, ces fossés rejoignant le réseau de fossés existants puis le réseau hydrographique.

II.I.4 Recommandation de la MRAe

Les règles d'épandage devront être strictement respectées, en particulier compte-tenu de la localisation de l'exploitation en zone vulnérable en ce qui concerne les nitrates et de l'aptitude moyenne à l'épandage de la majeure partie des terres du GAEC.

II.II. Milieu naturel et biodiversité

Le projet présente des enjeux très limités concernant le milieu naturel et la biodiversité :

- construction du nouveau bâtiment prévue sur une parcelle cultivée en dehors de toute zone humide ;
- site du projet et parcelles concernées par le plan d'épandage situées en dehors des sites Natura 2000 (site Natura 2000 le plus proche à plus de 7 km) et des ZNIEFF ;
- terrassement de la parcelle qui accueillera le nouveau bâtiment réalisé en fin d'année 2017, soit en dehors de la période de nidification des oiseaux, ce qui répond à l'enjeu concernant l'avifaune de plaine.

II.III. Milieu humain et paysage

Le site est situé à 250 m au nord-est du lieu-dit « La Piranderie » à Bressuire, où sont concentrées plusieurs maisons d'habitations.

- Bruit :

Plusieurs éléments du projet sont de nature à limiter son impact sonore, en particulier : éloignement des tiers, enfermement des animaux dans un bâtiment à isolation renforcée (bâtiment basse consommation - basse énergie), réalisation des livraisons et expéditions par camions et engins agricoles généralement en période diurne (7h-22h) et par des voies d'accès évitant les habitations.

- Odeurs :

Plusieurs éléments du projet sont de nature à limiter l'impact olfactif du projet, en particulier : ventilation dynamique des bâtiments et équipement par un système de brumisation (limitation de la production d'ammoniac), conduite des élevages en litière accumulée, fumiers avicoles curés et exportés par le biais d'un caisson vers un composteur dès enlèvement des volailles (pas de stockage sur le site de l'exploitation), éloignement des tiers, stockage au champ et enfouissement des effluents épandus (bovins et issus des eaux de sas et de lavabo) dans les 12 heures après épandage.

- Poussières :

La conduite des élevages en litière accumulée et le système de brumisation dont sont équipés les bâtiments

limitent la création de poussières.

- *Paysage :*

Le nouveau bâtiment s'insère dans un paysage semi-bocager avec des terrains destinés aux cultures céréalières, et d'autres destinés principalement aux herbages. Le bâtiment d'élevage existant de 1 000 m² et la haie existante le long de la voirie la plus proche limiteront les vues sur le nouveau bâtiment.

II.IV. Raisons du choix du projet

Les raisons du choix du projet sont clairement explicitées dans l'étude d'impact. Avec le projet, le GAEC Chabauty souhaite pérenniser l'exploitation agricole et mieux répondre aux besoins du marché et d'améliorer la gestion des déjections animales. Le choix du site du projet présente plusieurs avantages exposés dans le dossier : proximité du bâtiment existant de 1 000 m² facilitant la gestion de l'élevage et permettant une mutualisation des réseaux et accès existants tout en restant éloigné des tiers et zones naturelles ; accès par la RD159 puis par une voie communale non urbanisée ; localisation du bâtiment limitant sa visibilité (en parallèle du bâtiment de 1 000 m² existant et présence d'une haie faisant écran le long de la route d'accès au site).

II.V. Effets cumulés

Seul le projet d'aménagement du demi-échangeur entre le RN 149 et la RD 35 est identifié comme projet connu au sens de l'article R. 122-5 5e) du code de l'environnement. Le périmètre pris en compte pour l'analyse n'est pas précisé. La Mission Régionale d'Autorité environnementale relève toutefois qu'au moins trois autres projets ont fait l'objet d'un avis de l'Autorité environnementale sur la commune de Bressuire :

- réalisation de la zone d'aménagement concertée (ZAC) Les Villages du Golf : avis rendu le 21 mars 2014 ;
- parc éolien à Boismé, Bressuire et Chanteloup : avis rendu le 27 novembre 2017 ;
- liaison routière entre Bressuire et Faye-l'Abbesse : avis rendu le 25 juillet 2017.

Ce point n'a pas d'incidence sur l'analyse, compte-tenu de la nature et de l'emprise réduite du projet. La MRAe rappelle toutefois que les avis rendus par l'Autorité environnementale peuvent être identifiés sur le système d'information géographique mis à disposition par la DREAL.¹

Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale

Les enjeux environnementaux du projet d'extension de l'élevage avicole du GAEC Chabauty apparaissent limités et correctement identifiés et pris en compte dans l'étude d'impact. La Mission Régionale d'Autorité environnementale relève les efforts d'amélioration de la gestion des déjections animales.

Les règles d'épandage devront être strictement respectées, en particulier compte-tenu de la localisation de l'exploitation en zone vulnérable en ce qui concerne les nitrates et de l'aptitude moyenne à l'épandage de la majeure partie des terres du GAEC.

La MRAe fait par ailleurs d'autres observations et recommandations plus détaillées dans le corps de l'avis.

Le Président de la
MRAe Nouvelle-Aquitaine



Frédéric DUPIN

1 https://carto.sigena.fr/1/autorite_environnementale_na.map